

**EXPERTISE  
COMPTABLE**

**Muriel Dutrieux**

*Expert-comptable*

*Commissaire aux comptes*

**ASSOCIATION CIDFF HAUTS DE SEINE/SUD**

Association loi 1901

Siège Social :

**1 rue Hevin  
92140 CLAMART**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

**RAPPORT**

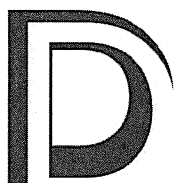
**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Versailles, le 13 avril 2026

81 rue de Montreuil – 78000 Versailles T +33 1 39 20 71 85  
**m.dutrieux@dexpertisecomptable.fr - www.dexpertisecomptable.fr**

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables de la région Île de France et à la CRCC de Versailles - SAS au capital de 10000 € - RCS Versailles 811 833 870  
NAF 6920Z – TVA intra-communautaire FR 14 811833870



EXPERTISE  
**COMPTABLE**

**Muriel Dutrieux**

*Expert-comptable*

*Commissaire aux comptes*

## **RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**Aux Membres de l'association CIDFF**

**1 rue Hevin**

**92140 CLAMART**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF CLAMART relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel de l'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2022-06, ainsi que ces incidences sur les comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 et 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification des autres documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne

comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles

Le 13 avril 2026



**D EXPERTISE COMTABLE SAS**  
**représenté par**  
**Muriel DUTRIEUX**

# Bilan et Résultat Association Compare ANC2022 06

CIDFF

## BILAN ACTIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement (I)						
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
Immobilisations incorporelles						
. Frais de développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	27 802	13 372	14 429	2,55	1 687	0,33
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations						
. Créances rattachées à des participations						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres immobilisations financières						
<b>TOTAL (II)</b>	<b>27 802</b>	<b>13 372</b>	<b>14 429</b>	2,55	<b>1 687</b>	0,33
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Stocks et en-cours						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 468		16 468	2,91	5 072	1,00
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres créances	90 119		90 119	15,94	72 195	14,21
Charges constatées d'avance					1 936	0,38
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	35,38	200 000	39,36
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	244 352		244 352	43,22	227 245	44,72
<b>TOTAL (III)</b>	<b>550 938</b>		<b>550 938</b>	97,45	<b>506 449</b>	99,67
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>578 740</b>	<b>13 372</b>	<b>565 367</b>	100,00	<b>508 136</b>	100,00



CIDFF

**BILAN PASSIF**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)</b>		<b>Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)</b>	
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	20 000	3,54	20 000	3,94
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	340 561	60,24	280 000	55,10
Excédent ou déficit de l'exercice	61 330	10,85	60 561	11,92
Situation nette (sous total)	421 891	74,62	360 561	70,96
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>421 891</b>	74,62	<b>360 561</b>	70,96
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	6 065	1,07	9 542	1,88
<b>TOTAL (II)</b>	<b>6 065</b>	1,07	<b>9 542</b>	1,88
<b>PROVISIONS</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>				
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 330	1,30	9 775	1,92
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	130 082	23,01	115 783	22,79
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance			12 476	2,46
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>137 412</b>	24,30	<b>138 033</b>	27,16
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>565 367</b>	100,00	<b>508 136</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>				

HD



CIDFF

**COMPTE DE RÉSULTAT**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Cotisations				47		-47		-100,00	
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services		48 190		38 766		9 424		24,31	
- dont parrainages		350		150		200		133,33	
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		732 190		651 430		80 760		12,40	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie		3 477				3 477		N/S	
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions				2 666		-2 666		-100,00	
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles									
Utilisations des fonds dédiés				22 000		-22 000		-100,00	
Autres produits		13 810		8		13 802		N/S	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>797 667</b>		<b>714 917</b>		<b>82 750</b>		11,57	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		45 441		48 313		-2 872		-5,93	
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		26 078		16 337		9 741		59,63	
Salaires et traitements		492 639		445 594		47 045		10,56	
Cotisations sociales		175 182		161 702		13 480		8,34	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		2 934		1 393		1 541		110,62	
Dotations aux provisions									
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles									
Reports en fonds dédiés				9 542		-9 542		-100,00	
Autres charges		325		75		250		333,33	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>		<b>742 599</b>		<b>682 956</b>		<b>59 643</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>55 068</b>		<b>31 961</b>		<b>23 107</b>		72,30	
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>									
De participation									
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé									
Autres intérêts et produits assimilés		7 698		2 412		5 286		219,15	
Reprises sur dépréciations et provisions									
Différences positives de change									
Produits des immobilisations financières cédées									
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie									
<b>Total des produits financiers (III)</b>		<b>7 698</b>		<b>2 412</b>		<b>5 286</b>		219,15	
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées									



CIDFF

**COMPTE DE RÉSULTAT**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

<b>COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )</b>	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
<b>Total des charges financières (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>7 698</b>	<b>2 412</b>	<b>5 286</b>	219,15
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>62 767</b>	<b>34 373</b>	<b>28 394</b>	82,61
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>		<b>26 189</b>	<b>-26 189</b>	-100,00
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>				
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>26 189</b>	<b>-26 189</b>	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 437		1 437	N/S
Total des produits (I + III + V)	805 365	743 517	61 848	8,32
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	744 036	682 956	61 080	8,94
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>61 330</b>	<b>60 561</b>	<b>769</b>	1,27
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Dons en nature	22 802			
Prestations en nature		21 341		
Bénévolat				
<b>TOTAL</b>	<b>22 802</b>	<b>21 341</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	22 802	21 341		
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
<b>TOTAL</b>	<b>22 802</b>	<b>21 341</b>		



# Bilan

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre 2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréc.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	27 802 €	13 372 €	14 429 €	1 687 €
Immobilisations financières				
<b>Total (I)</b>	<b>27 802 €</b>	<b>13 372 €</b>	<b>14 429 €</b>	<b>1 687 €</b>
<b>Comptes de liaison</b>				
<b>Total (II)</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes				
Créances :				
→ Créances et comptes rattachés	16 468 €		16 468 €	5 072 €
→ Autres créances (dont subventions CDAD, CAF, CR IdF, CD 92, communes) :	90 119 €		90 119 €	72 196 €
Valeurs mobilières de placement	200 000 €		200 000 €	200 000 €
Disponibilités :	244 352 €		244 352 €	227 245 €
• Livret	74 518 €		74 518 €	82 808 €
• Compte courant	169 003 €		169 003 €	144 060 €
• Caisse	458 €		458 €	377 €
• Chèque à encaisser	373 €		373 €	
Charges constatées d'avance				1 936 €
<b>Total (III)</b>	<b>550 939 €</b>		<b>550 939 €</b>	<b>506 449 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>578 741 €</b>	<b>13 372 €</b>	<b>565 368 €</b>	<b>508 136 €</b>

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
	Net	Net
<b>Fonds associatifs</b>		
Fonds propres	20 000 €	20 000 €
Fonds avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	340 561 €	280 000 €
Résultat de l'exercice	61 330 €	60 561 €
<b>Total (I)</b>	<b>421 891 €</b>	<b>360 561 €</b>
<b>Comptes de liaison</b>		
<b>Total (II)</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	0 €	0 €
Provisions pour charges		
<b>Total (III)</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Sur subvention de fonctionnement	6 065 €	9 542 €
<b>Total (IV)</b>	<b>6 065 €</b>	<b>9 542 €</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes financières		
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs	7 330 €	9 775 €
Dettes sociales et fiscales	130 082 €	115 782 €
<b>Produits constatés d'avance</b>		12 476 €
<b>Total (V)</b>	<b>137 412 €</b>	<b>138 033 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>565 368 €</b>	<b>508 136 €</b>

MD



# Compte de résultat

31 décembre 2025

Charges		Produits	
<b>60 Achats</b>	<b>7 136 €</b>	<b>70 Prestations de services</b>	<b>47 840 €</b>
Matières premières		Prestation "Conseil conjugal"	325 €
Eau, énergie		Prestation "Médiation familiale"	7 925 €
Entretien et de petit équipement	2 612 €	Interventions extérieures	39 590 €
Fournitures administratives	4 524 €	<b>74 Subventions d'exploitation</b>	<b>732 190 €</b>
Autres fournitures		<input type="checkbox"/> <b>Etat</b>	<b>266 135 €</b>
		DRDFE - Information juridique	55 000 €
<b>61 Services extérieurs</b>	<b>6 944 €</b>	DRDFE - EVARS	45 000 €
Sous-traitance générale	196 €	DRDFE - Insertion professionnelle	25 000 €
Locations mobilières	238 €	DRDFE - Actions spécifiques	10 000 €
Entretien, réparation, maintenance	900 €	DRDFE - Compensation Ségur	52 000 €
Assurances	1 113 €	DRIETS - BOP 104	30 000 €
Documentation	3 466 €	CDAD	40 635 €
Frais de colloque, séminaire	1 031 €	ANCT	5 000 €
		FIPD	3 500 €
<b>62 Autres services externes</b>	<b>31 360 €</b>	<input type="checkbox"/> <b>Région</b>	<b>8 000 €</b>
Rémun d'intermédiaires	7 430 €	<input type="checkbox"/> <b>Département</b>	<b>51 500 €</b>
Honoraires	17 458 €	Conseil Départemental	20 000 €
Communication	483 €	CLS	31 500 €
Déplacements, missions, réceptions	2 626 €	<input type="checkbox"/> <b>Communes</b>	<b>284 025 €</b>
Services bancaires	336 €	Antony	4 300 €
Frais interne, téléphonie, poste	1 589 €	Bagneux	15 100 €
Divers (dont contribution FRCIDFF)	1 438 €	Boulogne Billancourt (dont CLSPD)	137 000 €
		Bourg-la-Reine	2 000 €
		Châtenay-Malabry	3 000 €
<b>63 Impôts et taxes</b>	<b>26 078 €</b>	Châtillon	8 300 €
Impôts et taxes sur rémunérations	19 065 €	Chaville	4 250 €
Formation continue	7 013 €	Clamart	22 000 €
		Fontenay-aux-roses	7 000 €
		Issy-les-Moulineaux	15 000 €
		Le Plessis Robinson	7 200 €
		Malakoff	8 500 €
<b>64 Charges de personnel</b>	<b>667 822 €</b>	Meudon	37 000 €
Rémunération du personnel	492 639 €	Montrouge	8 000 €
Charges sociales	170 817 €	Sceaux	1 125 €
Autres charges de personnel	4 366 €	Vanves	4 250 €
		<input type="checkbox"/> <b>Maison des Femmes AP-HP Bécclère</b>	<b>4 250 €</b>
		<input type="checkbox"/> <b>Caisse d'Allocations Familiales</b>	<b>118 280 €</b>
		CAF - Médiation familiale - PS	95 194 €
		CAF - Subvention d'investissement	12 476 €
<b>65 Charges de gestion courante</b>	<b>325 €</b>	CAF - Ateliers et webinaires juridiques	2 100 €
Autres charges de gestion courante	325 €	CAF - Permanences juridiques	3 510 €
		CAF - REAAP	5 000 €
<b>66 Charges financières</b>	<b>0 €</b>	<b>75 Produits de gestion courante</b>	<b>14 161 €</b>
<b>67 Charges exceptionnelles</b>	<b>0 €</b>	Cotisations et dons	350 €
<b>68 Dotation amort et provisions</b>	<b>8 999 €</b>	Autres produits	13 811 €
Amortissements mobiliers et provisions	2 934 €	<b>76 Produits financiers</b>	<b>7 698 €</b>
Fonds dédiés	6 065 €	<b>77 Produits exceptionnels</b>	
		<b>78 Reprise FONDS DEDIES</b>	<b>9 542 €</b>
<b>69 Impôts sur les bénéfices</b>	<b>1 437 €</b>	<b>79 Transfert de charges et reprise provision</b>	
<b>Total</b>	<b>750 101 €</b>	<b>Total</b>	<b>811 431 €</b>
<b>86 Contributions volontaires</b>		<b>87 Contributions volontaires</b>	
Mise à disposition de locaux	22 802 €	Mise à disposition de locaux	22 802 €
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>772 903 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>834 233 €</b>
		<b>RÉSULTAT :</b>	<b>61 330 €</b>

M.D



**1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice**

Règlement ANC 2022-06 :

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et complété des mises à jour en vigueur actuellement, et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

--> continuité de l'exploitation

--> permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06

--> indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/25 au 31/12/25.

Ce changement de réglementation s'est traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitations d'un montant de 13 426€

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total est de 565 367,32 euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 61 329,58 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ces comptes ont été établis le 13/04/2026.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants:

Objet social

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles Hauts-de-Seine / Sud est une association loi 1901, créée en 1977, membre de la Fédération Nationale des CIDFF qui regroupe 103 associations réparties sur l'ensemble du territoire national.

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles -CIDFF 92 / Sud exerce une mission d'intérêt général confiée par l'Etat dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et des familles, de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et de lutter contre toutes les violences sexistes sous toutes ses formes.

Pour ce faire, le CIDFF 92 / Sud informe, oriente, accompagne les femmes et les familles, de manière globale, confidentielle et gratuite avec une réponse avant tout juridique dans les domaines de la parentalité, de la vie familiale et sociale.

Le CIDFF 92 / Sud est également membre actif de la Fédération Régionale des CIDFF d'Ile de France.



**2 - Principes, règles et méthodes comptables****2.1 - Méthode générale**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ; à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de:

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon le leurs utilisations envisagées.

**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

Amortissements des biens non décomposables:

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

Type	Durée
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 02 à 03 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans



**2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)****2.2.3 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**2.2.4 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

**2.2.5 - Contributions volontaires :**

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Dons en nature: Mise à disposition de locaux pour 22 802€

## ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentée en Euro  
- Avec comptes substitués

Edité le 14/04/2026

## 3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

## 3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	12 126	15 676		27 802
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>12 126</b>	<b>15 676</b>		<b>27 802</b>

## 3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL I</b>				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers		298		298
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	10 439	2 635		13 074
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>10 439</b>	<b>2 933</b>		<b>13 372</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>10 439</b>	<b>2 933</b>		<b>13 372</b>

## 3.3 - Eléments constitutifs du fond commercial

## 3.4 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	16 468	16 468	
Autres créances			
<b>Charges constatées d'avance</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>16 468</b>	<b>16 468</b>	



**3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)****3.5 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	90 119
Autres produits à recevoir	
TOTAL	90 119

**ANNEXE ASSOCIATION**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentée en Euro  
- Avec comptes substitués

Edité le 14/04/2026

**4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF****4.1 - Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	20 000				20 000
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	280 000	60 561			340 561
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	60 561		61 330	60 561	61 330
Dont générosité du public					
Situation nette	360 561	60 561	61 330	60 561	421 891
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	360 561	60 561	61 330	60 561	421 891
TOTAL dont générosité du public					



**ANNEXE ASSOCIATION**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentée en Euro  
- Avec comptes substitués

Edité le 14/04/2026

**4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)****4.2 - Fonds dédiés**

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	9 542		9 542		6 065	6 065	6 065
<b>TOTAL</b>	<b>9 542</b>		<b>9 542</b>		<b>6 065</b>	<b>6 065</b>	<b>6 065</b>

**4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	7 330	7 330		
Dettes fiscales & sociales	130 082	130 082		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>137 412</b>	<b>137 412</b>		

**6 - Autres informations****6.1 - Honoraires du commissaire au comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4320 euros.